

RCS : ANNECY
Code greffe : 7401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANNECY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01335
Numéro SIREN : 822 736 211
Nom ou dénomination : 2KSL

Ce dépôt a été enregistré le 24/01/2024 sous le numéro de dépôt A2024/000979

2KSL
Société par Actions Simplifiée au capital de 86.700 Euros
389, rue Ingénieur Sansoube 74800 LA ROCHE-SUR-FORON
822 736 211 RCS ANNECY

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2023

L'an trente et un décembre,
Le Trente et un décembre,
Au siège social,

Monsieur Christophe GROSJEAN, agissant en qualité de Président de la société 2KSL, Société par Actions Simplifiée au capital de 86.700 Euros, dont le siège social est situé 389, Rue Ingénieur Sansoube 74800 LA ROCHE SUR FORON, immatriculé au RCS d'ANNECY sous le numéro 822 736 211 (ou la « Société »), a pris les décisions suivantes sur l'ordre du jour ci-après :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 20.000 Euros résultant de la conversion des obligations convertibles en actions ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Après avoir rappelé que :

I/

- par décisions du 30 novembre 2016, l'Assemblée Générale Mixte de la Société a décidé l'émission d'un emprunt obligataire, d'une durée expirant le 31 décembre 2021 inclus, prorogée par avenant du 27 octobre 2017 jusqu'au 31 décembre 2023, d'un montant nominal de deux cent vingt-cinq mille (225.000) Euros par création de six cents (600) obligations convertibles en actions « OC », chacune d'une valeur nominale de trois cent soixante-quinze (375) Euros, convertibles en actions de la Société dans les conditions définies aux termes du Contrat d'émission d'obligations convertibles en actions conclu entre la société 2KSL et Monsieur Stéphane GROSJEAN en date du 30 novembre 2016 (ci-après le « Contrat OC »).

La décision d'émission desdites OC a emporté renonciation automatique des associés à l'exercice de leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs donnent droit ;

- la collectivité des associés a également décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux six cent (600) OC, au profit de M. Stéphane GROSJEAN ;
- le 30 novembre 2016 Monsieur Stéphane GROSJEAN a souscrit 600 OC et libéré sa souscription d'un montant de 225.000 Euros ;

pb

- la collectivité des associés a, lors de l'Assemblée précitée, autorisé, l'augmentation du capital différée, d'un montant déterminable dans les conditions visées au Contrat OC qui pourrait résulter, le cas échéant, de la conversion des OC ainsi émises et a conféré tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdélégation, pour constater la réalisation de ladite augmentation de capital, recevoir les notifications de conversion et constater le nombre et le montant des actions nouvelles de la Société, émises sur conversion de toute ou partie des 600 OC, apporter aux statuts de la Société les modifications en résultant et plus généralement prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive et à la publicité de l'augmentation de capital résultant de la conversion de tout ou partie des 600 OC ;
- conformément aux stipulations du Contrat OC, Monsieur Stéphane GROSJEAN a sollicité le 30 novembre 2023 la conversion de la totalité de ses OC en actions de la Société et remis en mains propres son bulletin de souscription portant sur 200 actions nouvelles de la Société à émettre au titre de la conversion ;
- conformément aux stipulations du contrat d'obligations convertible en actions, la Société a, le 14 décembre 2023, notifié à Monsieur Stéphane GROJEAN son accord à cette demande de conversion ;

III/

- l'augmentation de capital résultant de la conversion des OC est réputée être définitivement réalisée du seul fait de l'exercice du droit de conversion desdites obligations, la date d'échéance du contrat d'obligations convertibles en actions.

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Le Président constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital social d'une somme de vingt mille (20.000) Euros, pour le porter de la somme de quatre-vingt-six mille sept cents (86.700) Euros à la somme de cent six mille sept cents (106.700) Euros, par la création et l'émission de 200 actions nouvelles d'un montant nominal de cent (100) Euros chacune, préalablement autorisée par l'Assemblée Générale Mixte du 30 novembre 2016, et résultant de l'exercice, conformément aux termes et conditions du Contrat OC, des droits attachés aux OC.

La prime d'émission d'un montant total de deux cent cinq mille (205.000) Euros sera inscrite sur un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission » sur lequel porteront les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

DEUXIEME DECISION

Le Président, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Mixte du 30 novembre 2016, décide, de modifier ainsi qu'il suit les articles 6.1 et 6.2 des statuts de la Société :

« ARTICLE 6 APPORTS – CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

A la constitution de la Société, il a été apporté par les souscripteurs une somme en numéraire de QUATRE-VINGT MILLE (80 000) Euros, correspondant à la totalité du capital social, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la Banque CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, Agence CHAMBERY CHATEAU, sise 2 place du château 73000 CHAMBERY dépositaire des fonds, en date du 20 juin 2016.

Ladite somme, soit QUATRE-VINGT MILLE (80 000) Euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque.

Selon décisions de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 novembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 6.700 Euros, moyennant la création de 67 actions nouvelles, pour être porté à la somme de Quatre-Vingt-Six Mille Sept Cents (86.700) Euros.

Par décisions du Président du 31 décembre 2023, il a été constaté l'augmentation du capital social, préalablement autorisée par l'Assemblée Générale Mixte 30 novembre 2016, d'une somme de 20.000 Euros, pour le porter à la somme de 106.700 Euros, par la création et l'émission de 200 actions nouvelles d'un montant nominal de cent (100) Euros chacune.

6.2. Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de Cent six mille sept cents (106.700 €) Euros.

Il est divisé en Mille soixante-sept (1.067) actions de Cent (100) Euros de valeur nominale chacune, de même catégorie et intégralement libérées. »

TROISIEME DECISION

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités requises.

* * * * *

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives de la Société.

Le Président



2KSL

Société par Actions Simplifiée au capital de 106.700 Euros
389, rue Ingénieur Sansoube 74800 LA ROCHE SUR FORON
822 736 211 RCS ANNECY

STATUTS

Mis à jour par décisions du Président
du 31 décembre 2023

Certifié conforme
Le Président



Parc Altaïs – 20, Rue Polaris
74650 Chavanod - France
Tel : + 33 (0)4 56 19 10 10
Mail : avocats-d-entrepreneurs@legalmind.fr

2KSL
Société par Actions Simplifiée au capital de 106.700 Euros
389, rue Ingénieur Sansoube 74800 LA ROCHE SUR FORON
822 736 211 RCS ANNECY

TITRE I – CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 1 **FORME**

Il est formé une société par actions simplifiée (la "Société"), régie par les articles L. 227-1 et suivants du Code de commerce ainsi que par toute loi ou décret ultérieurs qui pourraient modifier, compléter ou remplacer ces dispositions, et par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 **DÉNOMINATION SOCIALE**

La dénomination sociale de la Société est :

2KSL

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'identification de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 **SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la Société est établi :

389, rue Ingénieur Sansoube 74800 LA ROCHE SUR FORON

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du président de la Société (ci-après, le "Président"), sous réserve de la ratification de cette décision par l'associé unique ou les associés, en cas de pluralité d'associés. Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 **DURÉE DE LA SOCIÉTÉ**

La Société, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée, aura une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, tant sur le territoire français, qu'à l'étranger :

- la création et l'exploitation d'activité de karting de loisir à motorisation électrique (notamment en intérieur avec piste à multi-niveaux, zone d'équipement de sécurité, de briefing client et d'installation dans les karting pour une procédure de départ, un réceptif-bar pour les clients) ;
- toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières quelles qu'elles soient, se rattachant à l'objet ci-dessus indiqué ;
- la prise d'intérêts dans toutes autres affaires similaires, sociétés créées ou à créer, participations, souscription d'actions, de parts ou d'obligations ou de toute autre manière dans toutes sociétés se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et en générale, dans toutes entreprises commerciales ou industrielles susceptibles d'en favoriser le développement.

ARTICLE 6 APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

A la constitution de la Société, il a été apporté par les souscripteurs une somme en numéraire de QUATRE-VINGT MILLE (80 000) Euros, correspondant à la totalité du capital social, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la Banque CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, Agence CHAMBERY CHATEAU, sise 2 place du château 73000 CHAMBERY dépositaire des fonds, en date du 20 juin 2016.

Ladite somme, soit QUATRE-VINGT MILLE (80 000) Euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque.

Selon décisions de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 novembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 6.700 Euros, moyennant la création de 67 actions nouvelles, pour être porté à la somme de Quatre-Vingt-Six Mille Sept Cents (86.700) Euros.

Par décisions du Président du 31 décembre 2023, il a été constaté l'augmentation du capital social, préalablement autorisée par l'Assemblée Générale Mixte 30 novembre 2016, d'une somme de 20.000 Euros, pour le porter à la somme de 106.700 Euros, par la création et l'émission de 200 actions nouvelles d'un montant nominal de cent (100) Euros chacune.

6.2. Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de Cent six mille sept cents (106.700 €) Euros.

Il est divisé en Mille soixante-sept (1.067) actions de Cent (100) Euros de valeur nominale chacune, de même catégorie et intégralement libérées.

ARTICLE 7 **APPORTS EN INDUSTRIE**

La Société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, chaque année, et pour la première fois dans un délai de douze mois à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L225-8 du Code de commerce.

ARTICLE 8 **MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi.

Les actions nouvelles sont émises au pair ou avec prime.

L'associé unique ou la collectivité des associés est seule compétente pour décider l'augmentation.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut aussi, sous réserve des droits des créanciers, décider ou autoriser la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction de capital à zéro ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital consécutive.

ARTICLE 9 **ACTIONS - DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

9.1 Forme des actions

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

Les actions donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à l'associé qui en aura fait la demande.

En cas de pluralité d'associés, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

9.2 Droits attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne également droit à une voix lors des décisions collectives des associés.

Chaque action ouvre droit à répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, pour une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La possession d'une action donne droit aux dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

ARTICLE 10 TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions, et d'une manière générale de toute valeur mobilière émise par la Société, résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires par le Teneur des Comptes Titres sur le/les registre(s) tenu(s) à cet effet (le "Registre des Mouvements de Titres").

10.1 Forme

La transmission des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur le Registre des mouvements de Titres par le Teneur des Comptes Titres.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par le Teneur des Comptes Titres, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

La transmission à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le Registre des Mouvements de Titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

10.2 Agrément

Les transferts d'actions, quelle qu'en soit la forme, sont libres.

10.3 Tenue du Registre des Mouvements de Titres

La détention et la tenue du Registre des Mouvements de Titres et des comptes d'associés peuvent être confiées (par la société) à un tiers, (le "Teneur des Comptes Titres"), lequel aura alors pour mission, au nom et pour le compte de la société, de :

- (i) conserver et d'assurer la mise à jour de ces documents ;
- (ii) recevoir, et être le seul habilité à recevoir, les ordres de mouvement émanant des associés ou de porteurs de toutes valeurs mobilières émises par la société, de quelque nature qu'elles soient ;
- (iii) enregistrer, dans le Registre des Mouvements de Titres et dans les comptes individuels ouverts au nom des associés, les ordres de mouvements qui lui auront été notifiés, après s'être assuré de leur conformité aux stipulations statutaires et extrastatutaires liant les associés et, a contrario, s'interdire d'inscrire tout mouvement qui ne serait pas conforme auxdites stipulations.

La nomination ou la révocation du Teneur des Comptes Titres, ou encore la modification de sa mission ou des dispositions du présent article constituent des décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés.

Le Teneur des Comptes Titres est désigné pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable par périodes successives de un an, à défaut de délibération contraire avant le terme de sa mission.

Le premier Teneur des Comptes Titres désigné à l'effet d'exécuter cette mission est le Cabinet IXA, élisant domicile à CHAVANOD (74650) – Parc Altaïs - 37 rue Cassiopée, représenté par Maître Nicolas BUSCHIAZZO.

Dans l'hypothèse de révocation du Teneur des Comptes Titres dans les conditions et selon les modalités ci-dessus visées, et à défaut pour la collectivité des associés de pouvoir à son remplacement, la Société sera considérée de plein droit comme Teneur des Comptes Titres.

Sans préjudice des stipulations ci-dessous, le Teneur des Comptes Titres est tenu de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

Le Teneur des Comptes Titres peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

TITRE II – ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 11 **DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT**

La Société est représentée, gérée et administrée par un Président qui est une personne morale ou une personne physique, de nationalité française ou étrangère, associé ou non associé de la Société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne morale président, sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique.

Si la personne morale Président est une société étrangère, il conviendra que cette dernière désigne une seule personne physique pour la représenter dans ses fonctions. Dans ce cas, pour être opposable à la Société, la personne morale est tenue de désigner, dans le mois de sa nomination, un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de Président. L'identité de ce représentant sera notifiée par tous moyens à la Société. Si la personne morale Président met fin aux fonctions de son représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite concernant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Le Président est désigné, ou révoqué sur juste motif, par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés de la Société.

ARTICLE 12 **DURÉE DES FONCTIONS DU PRÉSIDENT**

Le Président exerce ses fonctions sans limitation de durée selon la décision prise par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective, lors de sa nomination. Il ne peut être révoqué que sur juste motif par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective prise à la majorité simple.

ARTICLE 13 **RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT**

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le Président pourra percevoir, au titre de ses fonctions de Président, une rémunération librement fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés de la Société. Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par une nouvelle décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

ARTICLE 14 POUVOIRS DU PRÉSIDENT

Le Président est investi en toute circonstance de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter et diriger la Société, sauf stipulations particulières convenues lors de sa nomination, et sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive, à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés.

Le Président peut sous sa responsabilité donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les stipulations des présents statuts.

En cas de pluralité d'associés, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, les associés au terme d'une décision collective statuent sur les comptes annuels, connaissance prise du rapport de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux Comptes. S'il y a lieu, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe sont présentés lors de ladite décision de l'associé unique ou, lors de la décision collective, en cas de pluralité d'associés.

ARTICLE 15 DÉSIGNATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Société peut être également dirigée par une ou plusieurs personnes, personne morale ou personne physique, de nationalité française ou étrangère, associé ou non associé portant le titre de directeur général. La nomination du directeur général est faite par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés. Le directeur général peut être lié à la Société par un contrat de travail. Il est révocable sur juste motif.

ARTICLE 16 DURÉE DES FONCTIONS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le directeur général exerce ses fonctions avec ou sans limitation de durée selon la décision prise par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés lors de sa nomination. Le directeur général ne peut être révoqué que sur juste motif, par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, des associés constatée dans un procès-verbal.

ARTICLE 17 POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sauf restriction contenue dans la décision de nomination ou dans une décision postérieure, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président et est soumis aux mêmes restrictions.

ARTICLE 18 RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le directeur général pourra percevoir, au titre de ses fonctions de directeur général, une rémunération librement fixée par le Président et approuvée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés de la Société. Cette rémunération est, le cas échéant, révisée selon les mêmes formes.

ARTICLE 19 **REPRESENTATION SOCIALE**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits prévus par les dispositions de l'article L. 2323-62 du Code du Travail auprès du Président.

ARTICLE 20 **COMPÉTENCE DE LA COLLECTIVITÉ DES ASSOCIÉS**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- (i) augmentation, amortissement ou réduction de capital de la Société ;
- (ii) nomination des commissaires aux comptes et leurs suppléants ;
- (iii) approbation des comptes annuels, distribution de réserves et affectation du résultat de la Société;
- (iv) fusion, scission, apport et dissolution de la Société ;
- (v) modification des statuts, à l'exception du pouvoir du Président en matière de changement de siège, selon l'article 3 des Statuts ;
- (vi) approbation ou refus des conventions réglementées ;
- (vii) transformation en une société d'une autre forme ;
- (viii) nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société;
- (ix) prorogation de la Société ;
- (x) nomination, révocation, fixation de la rémunération du Président et des directeurs généraux ;

Les décisions prises par la collectivité des associés conformément à la loi et aux Statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 21 **MAJORITÉ – MODALITÉS DES DÉCISIONS**

21.1 Quorum - Majorité

Les règles de quorum et de majorité sont exposées ci après selon le type de décision prise (assemblée générale ordinaire, extraordinaire ou spéciale), sauf pour celles qui, selon la loi ou les Statuts, doivent être prises à l'unanimité ou à la majorité simple.

Chaque action donne droit à une voix.

21.2 Convocations

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises sur convocation, par ordre de priorité, du Président ou de tout associé détenant plus de 10% des actions ou des droits de vote composant le capital social de la Société, soit en assemblée tenue au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit dans un acte.

Pendant la période de liquidation, les décisions collectives sont prises sur convocation du liquidateur ou de tout associé.

21.3 Assemblée d'associés

Les associés se réunissent sur la convocation du Président au siège social ou en tout autre endroit indiqué sur la convocation, en France.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion; elle indique l'ordre du jour. L'assemblée peut se réunir sans délai si tous ~~les~~ associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter lors de l'assemblée concernée par un autre associé ou un tiers. Chaque associé ou chaque tiers peuvent disposer d'un nombre illimité de pouvoirs. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par fac-similé, courrier électronique ou autre.

Le président de séance établit un procès verbal des délibérations, lequel est signé du président de séance et des associés présents.

21.4 Acte signé par tous les associés

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte signé par tous les associés.

21.5 Décisions de l'associé unique

En cas d'associé unique, les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés sont exercés par l'associé unique.

ARTICLE 22 PROCÈS-VERBAUX

Quel que soit le mode de consultation choisi, les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ils sont signés par les associés ayant participé à la décision et par le président de séance.

En cas de décisions collectives résultant du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, l'acte doit être retranscrit sur le registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées ci-dessus visées et signé de tous les associés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibérations ou des actes signés de tous les associés sont valablement certifiés par le président de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 23 INFORMATION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

Pour toutes les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les décisions collectives où les dispositions légales imposent que le Président et/ou les commissaires aux comptes établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra communiquer à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés, au plus tard concomitamment à la consultation par correspondance,

à la signature de l'acte ou à l'assemblée, le ou les rapports du Président ou du (des) commissaire(s) aux comptes.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les associés peuvent, à tout moment, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société et, éventuellement prendre copie, de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés le cas échéant, des registres sociaux, de la comptabilité actions et des rapports, pour les trois derniers exercices clos, du Président et des commissaires aux comptes et, pour la décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la décision collective devant statuer sur les comptes annuels, les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice clos.

ARTICLE 24 **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts et à l'exception de celles visées à l'article 25 ci-dessous.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, plus de la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance.

ARTICLE 25 **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, ainsi que pour prendre les décisions visées aux paragraphes (i), (iv), (v), (vii), (viii) et (ix) de l'article 20 ci-dessus ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié au moins et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris les associés ayant voté par correspondance.

ARTICLE 26 **ASSEMBLÉE SPÉCIALE**

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les titulaires de valeurs mobilières de même catégorie (autres que des actions) présents, représentés ou ayant voté par correspondance, sur première et deuxième convocation, possèdent au moins la moitié des valeurs mobilières ayant droit de vote sur première convocation.

Les assemblées spéciales statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires de valeurs mobilières présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

TITRE III – DIVERS

ARTICLE 27 **CONTRÔLE DES COMPTES**

La Société pourra être soumise au contrôle d'un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément aux prescriptions légales.

ARTICLE 28 **FIXATION, AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, peuvent après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, être reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction ou encore être imputées sur les comptes de réserves.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Les dividendes mis en distribution sont répartis entre les différentes catégories d'actions dans les conditions prévues à l'article 9-2 des présents statuts.

ARTICLE 29 **EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social commence le 1^{er} novembre de chaque année et finit le 31 octobre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 octobre 2017.

ARTICLE 30 **LIQUIDATION**

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'associé unique ou la collectivité des associés décident du mode de liquidation et notamment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 31 CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales qui peuvent s'élever pendant la durée de la société, ou sa liquidation, soit entre les associés, soit entre les associés et la société seront tranchées par le Tribunal du ressort du siège social.